

## Chiffres clé du territoire : Pays de Rennes

- 2028 établissements employeurs - 23874 emplois, soit 11 % des effectifs salariés du Pays de Rennes.
- 1754 associations, soit 86 % des établissements employeurs de l'ESS du Pays de Rennes.
- 197 coopératives, soit 9.7 % des établissements employeurs de l'ESS du Pays de Rennes.

## Identité :

mars 2009

- En 2002, le Comité de développement du pays de Rennes (CODESPAR) a mis en place une commission ESS, laquelle a travaillé sur la question de la structuration des acteurs. Le CODESPAR a ensuite porté l'étude de préfiguration, qui a débouché sur la création de Réso solidaire : fruit de la **mobilisation des acteurs et d'un fort soutien politique**.
- Association, regroupant 30 acteurs et 20 adhérents. • 2 salariés ETP à partir de fin octobre 2009.
- Financement : budget annuel : 142 000€  
(Conseil Régional : 71000€, Conseil Général : 11 000€, Rennes Métropole : 50 000€, Communauté de Commune du val d'Ille : 2 000€)
- Fonctions : - Représentation des acteurs de l'ESS  
- Centre de ressources  
- Réflexion - Action

Taille du pôle : 2/5\*

Niveau de structuration : 2/5\*

## Actions :

- Objectifs :
  - Donner de la visibilité à l'ESS sur le territoire
  - Renforcer les structures existantes de l'ESS (financements, gouvernances...)
  - Mettre l'ESS en avant comme réponse aux besoins sociaux (promotion de la comptabilité sociétale, de l'utilité sociale...)
- Réalisation :
  - Création de l'association.
  - Base de données : coordonnées de 700 acteurs de l'ESS du pays de Rennes. (*Outil interne non publié*).
  - Mise en place de chantiers thématiques, ou d'ateliers saisonniers (*ex : comment introduire plus de commerce équitable dans les achats publics ?*).
- En projet :
  - Passage de l'association Réso Solidaire en SCIC : inscrit dans les statuts de l'association. La SCIC est perçue comme une structuration moins chronophage et plus légère.
  - Mutualisation de locaux avec des acteurs de la création d'activité (volonté de créer des passerelles entre les activités des différentes structures).
  - Développer un chantier sur le financement et la gouvernance des structures (la lisibilité des financements publics et l'évolution des gouvernances).

## Bilan

- Remarque:
  - Ne souhaite pas développer de lieu vitrine : ne fait pas parti de leurs objectifs.
  - Réso Solidaire s'est fixé comme mission d'être un intermédiaire au service de l'existant, c-a-d de travailler avec et pour ce qui existe et non à la place de. Mais Réso Solidaire n'exclut pas d'être porteur de dispositifs et a indiqué officiellement son souhait de participer à l'appel d'offre du DLA sur le pays de Rennes. Cette orientation pose problème à certains de ses partenaires.

## Documents joints :

- Plaquette de présentation de Réso Solidaire.

**La question du portage ou non du DLA soulève la question des missions et compétences de Réso Solidaire.**

Réso solidaire a pour objectif d'être un intermédiaire entre tous ce qui existe pour créer des ponts entre les structures, entre les demandes et les offres ; donc d'aider le réseau ESS du Pays de Rennes à se structurer, à organiser la complémentarité de leurs actions, à améliorer leurs pratiques... . Le portage du DLA devrait donc à priori être réalisé par une association adhérente à Réso Solidaire, dont sa mission est d'accompagner les porteurs de projets et les structures de l'ESS dans leur développement ; et non directement par réso Solidaire.